

De la volonté de guerre à la culture de paix, vers un traumatisme salubre / Dr Antoine Messarra. — Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 18 (2004), pp. 109-119.

Titre de couverture : Annales de philosophie et des sciences humaines. — Notes au bas des pages.

I. Liban — Histoire — 1975-1990 (Guerre civile). II. Paix et éducation. III. Enfants et paix — Liban.

PER L1044 / FP164179P

DE LA MÉMOIRE DE GUERRE À LA CULTURE DE PAIX. VERS UN TRAUMATISME SALUTAIRE

D^r Antoine Messarra

Professeur – Université Libanaise

Comment protéger et prémunir nos enfants, petits-enfants et toutes les générations futures de Libanais, contre la reproduction d'une guerre civile ou interne, ou exploitée et manipulée en tant que civile dans des enjeux régionaux et internationaux ? Il n'y a pas de problème plus important pour les Libanais que celui-là pour les années 2000-2020. Problème fondamental en effet pour les jeunes nés vers la fin de la guerre (ou des guerres) 1975-1990 ou après la pacification, et les enfants qui viennent à la vie au Liban, donc toute cette population d'enfants et de jeunes qui n'ont pas connu les atrocités de la guerre civile et qui risquent de la connaître à travers une histoire qui se concentre sur les données, causes et acteurs en oubliant les gens et toute la souffrance humaine.

Allons-nous continuer à apprendre dans l'histoire, c'est-à-dire en reproduisant des idéologies, des comportements et des politiques conflictuelles ou allons-nous, enfin, après plus de cinq siècles de contact et de consensus, apprendre de l'histoire. C'est-à-dire profiter des leçons du passé, développer une mémoire de contribution nationale, et propager une sagesse politique renouvelée, une culture de pacte national et de prudence ?

Depuis des siècles, les guerres au Liban commencent fratricides. Qu'elles aient ou non leur causalité interne ou régionale, qu'elles se justifient ou non par des considérations de patriotisme ou d'auto-défense, là n'est pas le problème. Les historiens vont continuer à s'empêtrer, se noyer et nous noyer dans ces considérations. Nos guerres commencent fratricides et échappent ensuite aux protagonistes internes, c'est-à-dire même aux personnes qui jouent le rôle principal ou l'un des rôles principaux. Les politiciens qui mènent la guerre idéologique ou celle des armes, et ceux qui s'y engouffrent ou s'y impliquent, sont pour la plupart enlevés, assassinés ou victimes d'attentats dont on ignore l'origine interne ou externe. Tout le Liban, même pour les nationalistes les plus radicaux, n'est plus alors une patrie dans une guerre civile, mais une *sâha*, *al-saha al-lubnâniyya*, la scène libanaise, terrain vague, et même trottoir, au sens français du terme.

1. SORTIR AMNÉSIQUE ?

On ne peut sortir de la guerre de 1975-1990 amnésique, sans contribution nationale à transmettre à toutes les générations futures afin que la guerre de 1975-1990 soit la dernière dans l'histoire passée et à venir du Liban. Sinon, cela signifie que nous sommes un peuple inapte à fonder une patrie. L'histoire en effet ne se répète que chez les peuples sous-développés, ceux-là qui n'apprennent que dans l'histoire et non de l'histoire.

Malheureusement, la guerre civile ou interne a duré plus de quinze ans. Mais heureusement aussi, car au cours d'une guerre aussi longue les idéologues et tous les protagonistes ont tout essayé, pratiquant un jeu solde, comme dans un poker, pour réaliser leur *tatallu'ât* (visées).

Qu'est-ce qui n'a pas encore été essayé dans l'histoire du Liban ? En cinq cent ans, aucune histoire n'est plus riche en conflits et consensus, avec une inflation d'essais et de rêves fracassés d'homogénéité, de supériorité, ou de victoire impossible ou piégée. Force donc, après une si douloureuse et riche expérience, d'acquérir la sagesse fondatrice de la cité (*Sapientia constituendae civitas*), avec une perception plus clairvoyante et moins conflictuelle, des limites du changement au Liban et, aussi, de l'éventail du changement.

Ceux qui contestent l'Accord sur l'entente nationale dit de Taëf du 22 octobre 1989 savent-ils qu'ils ouvrent un problème qui les dépasse ? Tous les pactes au Liban commencent par une revendication interne et finissent par justifier l'ingérence des ennemis, des frères, voisins, cousins, et autre

parenté réelle ou équivoque. En pleine tourmente en 1976, le président Rachid Karamé formule cette sagesse qui n'a pas été suivie, mais qui finit par s'imposer dans la réalité constitutionnelle : « Oeuvrons à enrichir le Pacte et non à l'annuler (*namal limâ yughnîlî wala yulghîhî*). Edmond Rabbath appelle les pactes « engagements nationaux » (*taahudât wataniyya*) et considère, suivant des informations fournies par le président Hussein Husseini et portant sur la période d'élaboration du Document de Taëf, que « l'essentiel est de parvenir à un consensus, la codification constitutionnelle (*dastara*) intervenant ultérieurement en tant que procédure formelle »¹.

Le contexte international aujourd'hui doit inciter un petit pays multicommunautaire, dans une géopolitique des plus défavorables dans le monde, à renforcer son immunité contre le « virus de la violence » d'une guerre fratricide ou interne². En effet, les guerres conventionnelles entre États sont révolues, pour de multiples raisons, laissant place à un nouveau type de guerres. civiles ou internes, où les civils, et non plus les militaires, représentent la masse des victimes.

2. QU'AVONS-NOUS FAIT?

Qu'avons-nous fait au Liban depuis 1990 pour passer de la mémoire de guerre à une culture de paix civile permanente ? Le premier devoir des survivants est de témoigner, car ce sont eux les vrais historiens de la souffrance humaine. Au niveau du pouvoir, tout semble se faire pour favoriser l'amnésie nationale, afin de ne pas « remuer les cicatrices de la guerre ». Au niveau des partis et du débat public, aucune auto-critique ou remise en question. Au niveau de l'urbanisme, on efface tout pour la reconstruction des bâtiments et non des esprits. Au niveau de la politique régionale, des contraintes et pressions subsistent faisant obstacle au plein épanouissement des acquis positifs de la guerre : soit de souveraineté, d'indépendance, d'État de droit, de rencontre et de convivialité, surtout que la population est déjà fatiguée et que les espoirs éveillés par les nouveaux régimes sont déçus.

1. Cité in An-Nahar, le 18 août 1997.

2. D' Adnan Houballah, *Le virus de la violence*, (La guerre civile est en chacun de nous), Paris, Albin Michel, 1996, 284 p.

Les commémorations annuelles par des forces politiques de leurs martyrs montrent que le germe fratricide est toujours là, avec la reproduction du discours accusateur de l'autre, fier et triomphaliste. Or, ces commémorations devraient être des moments privilégiés de contrition et de mémoire solidaire, surtout que presque tous ces leaders politiques martyrs ont été victimes d'attentats. Ils sont des symboles pour la défense des droits de l'homme. Commémorer Kamal Joumblat, Béchir Gemayel, Rachid Karamé ..., c'est d'abord récuser l'attentat pour l'élimination d'un adversaire, défendre la liberté d'expression et d'action même pour l'adversaire, c'est défendre en somme les droits fondamentaux de l'homme.

Pire encore, des organisations estudiantines sont récupérées par les forces politiques en perte de légitimité et reproduisent, auprès de la nouvelle génération, l'amnésie nationale, outre le clientélisme et la subordination.

Pour la promotion d'une culture de paix civile parmi la nouvelle génération, le chantier le plus efficace a été mené entre 1996-1998 au Centre de recherche et de développement pédagogiques pour la conception et la mise en application des programmes d'éducation civique et d'histoire. Il s'agit de la plus importante révolution culturelle et éducative au Liban depuis les années vingt, révolution qui a besoin de leadership et de continuité, et non de sabotage et rupture dans son esprit, son élan et sa trajectoire.

Les souffrances endurées impliquent l'émergence d'une mémoire collective à transmettre de génération en génération. avec l'effet d'un traumatisme, de sorte que si à l'avenir une milice tente d'ériger des démarcations, tous les habitants du quartier se redressent, comme atteints de démence, pour l'en empêcher. Il faut cultiver ce traumatisme, développer la mémoire des humiliations devant les barricades. Dans une enquête nationale par sondage un jeune Libanais affirme : « Le fanatisme m'a appris la valeur de la tolérance ».

Pour prémunir les citoyens conviviaux contre de nouvelles guerres civiles ou internes, il faudra toute une culture de la mémoire avec une forte dose de distance et d'esprit critique. Durant la première guerre mondiale, 10% des victimes étaient des civils. Durant la 2^e guerre mondiale, 50% des victimes sont des civils. Dans la guerre du Vietnam, 80% des victimes sont des civils. Dans les guerres du Liban, 90% des victimes sont des civils.

Les peuples qui ont souffert de guerres en cascades ont un devoir de mémoire, pour que l'histoire ne se répète pas. Il est essentiel, à l'heure où le Liban est en pleine reconstruction et transition, de mettre en place des outils de réflexion sur la mémoire, pour aider à surmonter les traumatismes causés par la guerre et consolider la démocratie. Ce doit être la mémoire vivante du pays, mémoire qui se transmet de génération en génération à travers des monuments historiques, l'histoire racontée, les manuels d'histoire et d'éducation civique, les rites de commémoration ... La mémoire de guerre peut conduire, dans ses aspects humains, à une culture de paix et des droits de l'homme.

Certes, lorsqu'on évoque les conséquences de la guerre, on pense immédiatement en termes de séquelles et de blessures. D'un commun accord, on évoque dans une perspective négative la mémoire de guerre. Or les traumatismes, la souffrance, l'angoisse, le manque ..., peuvent engendrer, non pas la haine, mais au contraire la soif de paix et de concorde. La fin de la guerre coïncide alors avec l'envie de coexister avec l'autre, le connaître et le reconnaître. Elle va de pair aussi avec le pardon, la tolérance, le besoin de justice. L'aspiration à la paix, bien plus profonde, se trouve dans les propos de ceux qui ont traversé les épreuves liées à la guerre. On la devine aussi dans les manifestations et réalisations individuelles et collectives qui, à des degrés divers, œuvrent dans le sens de la concorde. La mise en lumière de la mémoire de guerre et de la culture de paix doit servir de matériel de référence dans la mise au point de manuels scolaires d'histoire et d'éducation civique.

3. MÉMOIRE DE CONTRITION NATIONALE

Les peuples ont quatre manières d'appréhender leur mémoire et, en conséquence, de transmettre l'histoire des conflits aux nouvelles générations par le canal de l'éducation :

- La mémoire *culpabilisation* : Se fondant sur un fait historique réel ou amplifié, on s'acharne à accuser l'autre, exploitant l'histoire pour camoufler d'autres injustices, s'innocenter soi-même et poursuivre après des décennies des coupables lointains et agonisants afin d'alimenter une mémoire qui continue à fouiner une haine originelle. L'acharnement culpabilisateur finit par se retourner contre le culpabilisant qui séquestre et limite l'autre, sans perspective de

Rédemption, dans un moment historique considéré comme fondateur d'une identité pure et d'une innocence absolue.

- La mémoire *conflictuelle* : Sous couvert de science historique, des historiens continuent la guerre après la fin des guerres. Ils se mettent systématiquement à conjuguer le verbe tuer à tous les temps et tous les modes, à rechercher la moindre giffle entre deux adversaires, dans une petite bourgade. Pour rappeler, à tous ceux qui seraient tentés d'oublier, que les identités en conflit sont irréductibles et fatales, que l'interculturel est une illusion et que le compromis est une compromission. On connaît cette tendance chez des historiens yougoslaves, irlandais, libanais ...
- La mémoire *bloquée* : Le traumatisme provoqué par la souffrance où l'exode demeure vivace de façon malade et clinique où, en politique, il rend un peuple empêtré dans son passé et incapable d'entrevoir des horizons meilleurs sans pour autant renier son patrimoine.
- La mémoire *contrition et solidaire* : N'y a-t-il pas une éthique historique qui dépasse la scientificité réductrice de l'histoire ? Pour passer de culture de paix-il faut une contrition nationale, la mémoire de guerre à une grâce à des historiens comptables qui fouillent et lisent l'histoire en termes de coût et profit, sous l'angle du peuple qui subit, souffre, réagit et lutte. comme dans le film de Ziad Doueri, *West Beirut*. Il ne s'agit pas de remuer les plaies et les souvenirs douloureux mais d'aborder les souffrances avec authenticité et sous les angles suivants :
 - la résistance civile de la population,
 - le maintien du moral du peuple malgré la situation de guerre,
 - la solidarité des gens face à la guerre,
 - les engagements en faveur de la paix,
 - le courage et l'espoir malgré les conditions contraignantes,
 - le coût des conflits et les bénéfices de la solidarité nationale.

L'histoire est-elle une science *humaine* en tant que catégorie scientifique, ou est-elle humaine par l'éthique scientifique de l'historien et de l'éducateur, soucieux de ne rien occulter, mais soucieux aussi de ne pas continuer les

guerres après l'arrêt des guerres et de ne pas être un semeur de rancune. De haine, d'auto-justification et de diabolisation fataliste de l'autre ?

Il faut reconnaître que l'enseignement de l'histoire n'est pas encore assez humain. L'approfondissement d'une telle perspective ne concerne pas seulement des pays comme l'ex-Yougoslavie, l'Irlande, l'Afrique du Sud, la Suisse, la Belgique, le Liban ..., mais tous les pays en vue de consolider à l'avenir la démocratie. Cultiver la mémoire démocratique des peuples par le canal de l'éducation et auprès des nouvelles générations, qui auraient tendance à se désengager, à profiter des droits de l'homme et à oublier les militants au passé, constitue une priorité de l'éducation.

Le Liban a besoin d'*historiens comptables* qui rapportent les faits, non seulement dans leur causalité et leur contexte, mais aussi en terme de *coût et profit*, comme dans un bilan comptable¹.

4. TROIS PERSPECTIVES D'ACTION

Les perspectives de recherche appliquée et d'action en faveur de la jeunesse et des générations futures de Libanais sont les suivantes:

- 4.1. *La vérité libératrice-défolement et expression* : On sait que le non-dit en Orient, par *musayâra* et *mujâmala* (complaisance) est plus important que ce qui est dit. Il n'y a peut-être pas de pensée politique au Liban, mais des arrière-pensées. Il y aurait dans les pays arabes en général un potentiel conflictuel bien plus explosif que les puits de pétrole, à cause du refoulement ou de la répression de la libre pensée. Tout le refoulé et le non-dit, en famille, à l'école, à l'université, dans la vie publique ... finit par exploser, apparemment de façon subite, mais chargé de tous les sédiments cumulés du passé. La guerre des années 1975-1990 a crevé l'écran du non-dit, et du *tazâki* (se croire plus malin que le concitoyen de l'autre communauté), mais la tendance à trahir l'autre (*takhwîn*) subsiste. On a même essayé de musuler les médias, sous prétexte de réorganiser le paysage médiatique. Le programme de la LBC, programme dirigé par Janane Mallat et Ziad Noujaim, *al-Shâter yihkî* (Que le plus brave prenne la parole) a suscité des remous,

1. Comme exemple d'une histoire *humaine*: Alexandre Najjar, *l'école de la guerre*, Paris, Baland, 1999. 112 p.

parce qu'il a justement crevé l'écran. Or plus on favorise l'expression libre, et surtout sincère, comme dans un cabinet psychiatrique, plus on consolide la paix civile permanente au Liban.

- 4.2. *La sécurisation psycho-politique (tam'ana)* : Il y a une dimension oubliée dans le dialogue islamo-chrétien et les recherches appliquées sur la convivialité. Tout l'édifice séculaire et laborieusement construit s'écroule quand la personne et les groupes sont insécurisés quant à la participation au pouvoir et le respect de leur identité. La peur, justifiée ou non, son exploitation et surtout sa manipulation par des hommes politiques habiles dans un enjeu de pouvoir, réveille les instincts, refoulés et même ceux consciemment rejetés et maîtrisés, sauf exception qui est du domaine de l'héroïsme à la manière de Ghandi et de la sainteté. Un chat, apeuré et coincé de force, se comporte comme un tigre face à l'agresseur réel ou supposé. Le récit authentique du « Samedi noir » est une illustration tragique de ce phénomène¹. Sénèque décrit ainsi l'homme en colère :

« La colère est une courte folie. Comme une folle, elle ne sait pas se dominer, oublie toute pudeur, ne connaît plus ni parents ni amis, ne veut pas démordre de sa lubie, se barricade à la raison et aux conseils, s'excite pour des futilités, est incapable de distinguer le vrai du faux, le juste de l'injuste. Elle est exactement comme un mur qui s'écroule: elle se fracasse par dessus ce qu'elle écrase »².

La guerre fratricide se déclenche avec un mécanisme de peur alimenté et manipulé. La guerre au Liban, dans sa dimension civile, a commencé avec la décision de azl (exclusion) des Kataeb à la suite de l'explosion de Ain el-Remmaneh. « Tous nos malheurs, souligne le président Nabih Berri, ont commencé avec la décision du azl (exclusion) et l'Imam Moussa Sadr a dit non »³.

1. Joseph Saadé, *Victime et bourreau* (Une vie racontée par Frédéric Brunquell et Frédéric Couderc), Paris, Calmann-Lévy, Presses Pocket, no 3515, 1989.

2. Sénèque, *l'homme apaisé (colère et clemnce*

3. Président Nabih Berri, à l'inauguration de l'École secondaire Moussa Sadr au Hermel, *An-Nahar*, 22 août 1994.

Les pionniers de l'Indépendance, principalement Riad el-Solh, parlait de *tam'ana* (sécurisation) des Chrétiens et des Libanais en général.

C'était aussi le souci majeur de Kazem El-Solh, justement appelé « l'ingénieur du Pacte national ». Or, les rapports de la plupart des hommes politiques, et malheureusement de l'intelligentsia, avec le Pacte national et les pères fondateurs sont conflictuels, en termes freudiens. La guerre fratricide éclate quand le compromis fondateur est rompu ou radicalement dénoncé, suscitant des peurs et appréhensions quant aux équilibres établis ou à établir¹. Le Pacte de 1989, dit de Taëf, sera-t-il notre dernier Pacte national ? Non pas parce qu'il est satisfaisant, mais parce que tous nos pactes sont la conséquence de conflits intérieurs et d'ingérences externes. Un diplomate dit aux représentants des Provinces unies néerlandaises au cours du traité d'Utrecht en 1713 : « On signera la paix chez vous, pour vous et sans vous ! »²

- 4.3. *La mémoire contrition et traumatisme* : Il s'agit moins de réconciliation ou de pardon que d'une approche des conflits du passé en termes comptables de coûts et profits, en termes moins de causalité que de souffrances et de solidarité humaine, et moins en termes de relations internationales que de prudence face aux menaces extérieures.

Politiquement, *oublier et pardonner*, cela ne marche pas. C'est aussi de la mauvaise théologie et de la mauvaise psychologie. Pour répondre à la douleur et au ressentiment humains, qu'ils proviennent d'un passé lointain ou d'une expérience récente, « il s'agit de *se souvenir et se repentir* ou, mieux, *se souvenir et*

1. Cf. D^r Adnan Houballah, *op. cit.* Sur la stratégie de la confiance, p. 83 ; le compromis, p. 263 ; les rapports avec le père (« L'Union des frères ne peut se faire qu'au nom du père »), p. 278.

2. Maurice Braure, *Histoire des Pays-Bas*, PUF, « Que sais-je », n° 490, 128 p., p. 71.

changer. Nous parlons trop facilement de pardon, sans comprendre qu'il commence par une repentance coûteuse »¹.

Or, le grand dilemme est celui de la rationalité en politique, la politique étant faite, en pratique, de lutte, compétition et conflit. Il n'y a pas de solution aux guerres civiles dans une société multi-communautaire que grâce à une solide culture consensuelle. Sinon c'est « la fatalité de parcours de la guerre civile »². Cependant le dilemme est clairement formulé par Jean Leca qui écrit : « La question à laquelle il est impossible d'apporter une réponse scientifique un peu valide est toujours la même : dans quelles conditions et à quel prix une pensée raisonnable du réel peut-elle l'emporter sur une pensée hégémonique et simplificatrice qui fournit du réel une construction plus satisfaisante pour les viscères ? »³

Le réalisme d'une rationalité du type cartésien ou intellectuelle est concevable au niveau de l'intellect. Mais pour passer de l'intellect au comportement, il faut un traumatisme, au sens freudien, un traumatisme cette fois salubre et salvateur. C'est le choc, au plus profond du conscient et de l'inconscient. des guerres de 1975-1990 qui sont loin d'être « les événements ». Il s'agit d'un tremblement violent dans les structures physiques et mentales, choc qu'il faudra inscrire et reproduire dans nos gènes et les gènes des générations futures, quant à la lourdeur du bilan comptable. Je me rappelle cette phrase que m'a dite Khatchig Babikian, ce grand sage, pour répondre à des détracteurs de la communauté arménienne qui ne s'engage pas. D'après ces détracteurs. dans la lutte milicienne pour le Liban : « Nous ne voulons pas un nouvel exode ». Aux occasions patriotiques, les Arméniens scandent cette chanson des militants arméniens, composée par Khoren Narbi en 1890 :

*Non, frères, N'ayez pas d'espoir dans l'étranger,
Ne tournez pas vos regards vers le lointain*

1. Chanoine Nicholas Frayling, « Ne pas oublier et pardonner, mais se souvenir et changer », *Changer international*, n° 293, janvier – février 2000.

2. D' Adnan Houballah, *op. cit.*, p. 180.

3. Correspondance avec l'auteur, 16 juillet 1986.

Pourquoi êtes-vous toujours victimes des illusions.

Je sais que votre fardeau est lourd et trop pesant, Oh, Arméniens.

Mais croyez-vous que les étrangers vont vous le porter ?

Outre l'écriture et l'enseignement d'une histoire *humaine* du Liban et la production littéraire et artistique sur les dimensions humaines de la guerre, nous avons besoin de nouveaux lieux de mémoire dans nos quartiers et nos rues. Nous allons toujours être en désaccord sur les grands leaders du passé. Par contre les souffrances communes peuvent générer une identité nationale mieux prémunie contre les divisions internes et les ingérences externes. Il faudra des monuments pour les personnes disparues, pour ce père de famille atteint par la balle d'un front tireur alors qu'il portait un paquet de pain pour sa famille ; pour les élèves traversant la démarcation du musée en autocar qui a été atteint par un obus, pour les deux petites Maya et Rouba novées à Jounieh alors qu'elles tentaient avec leurs parents de contourner le blocus ...